

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY

Lieu-dit Sous la Prusse
BP 12
25750 Arcey

Références : UID257090/SPR/YR/2026-0409B
Code AIOT : 0005902507

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY implanté Lieu-dit Sous La Prusse BP 12 25750 Arcey. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY
- Lieu-dit Sous La Prusse BP 12 25750 Arcey
- Code AIOT : 0005902507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 16 mars 2009 pour une durée de 30 ans.

Les installations de traitement ont été déplacées, et remplacées par une nouvelle installation de traitement depuis 2021.

Les installations contrôlées sont le front de taille, l'aire étanche, les stocks de matériaux.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 17 ; 18 ; 19	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 30.4 et 30.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 5	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3	Sans objet
4	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 22	Sans objet
5	Hauteur des stocks	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 23.6	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 26 et 27	Sans objet
8	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 à 19.8	Sans objet
9	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 33	Sans objet
10	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	partiel de la carrière	article 7	
11	Registre de suivi des apports de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière est globalement correctement suivie. L'exploitant doit toutefois vérifier la présence d'espèces protégées lors de la prochaine campagne de décapage. Il doit transmettre les résultats de la dernière mesure des rejets au niveau de l'aire étanche. Il doit également faire établir des documents d'acceptation préalable pour tous les déchets inertes entrant dans la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Prescription contrôlée : La quantité totale de matériaux potentiellement commercialisables autorisés à extraire, est voisine de 8 105 875 tonnes pour l'extension et d'environ 2 108 000 tonnes pour le renouvellement. La quantité annuelle autorisée à extraire est de 340 000 tonnes. La production pourra atteindre 380 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 340 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 20 ci-après.
Constats : L'exploitant déclare tous les ans la quantité de matériaux extraites sur l'application GEREP. Les quantités extraites de matériaux déclarées par l'exploitant sont inférieures aux quantités autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir constitué des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué

dans le tableau ci-dessous :

Période : Phase 1 (période actuelle jusqu'au 16 mars 2027) : 421 873 euros

[...]

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 en prenant en compte un indice TP01 de 118,2 (paru au JO du 17 mars 2022) et un taux de TVA de 20 %.

Le montant des garanties financières est établi en se basant sur le coût des opérations suivantes :
- remise en état du site après exploitation.

L'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières de la nouvelle phase 1 dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente.

Les dispositions de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2009 susvisé sont supprimées.

Constats :

Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 421 873 Euros. La caution actuelle se termine le 16 mars 2027. Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra établir l'acte de cautionnement pour la phase 2, avant le 16 décembre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 17 ; 18 ; 19

Thème(s) : Autre, Protection de la biodiversité

Prescription contrôlée :

Art 17 - Lis martagon et jonquilles

Avant tout décapage de terrains situés en zone d'extension, l'exploitant doit disposer d'un arrêté préfectoral de dérogation à l'interdiction départementale d'arrachage des jonquilles et des lis martagon.

L'exploitant est tenu d'organiser et d'effectuer le sauvetage (arrachage et replantation) a minima des bulbes de lis martagon.

Art 18 - Isopyre faux-pigamon

Avant tout décapage de terrains situés en zone d'extension, l'exploitant doit faire vérifier par un organisme spécialisé de son choix, la présence effective de plantes de l'espèce isopyre faux-pigamon sur cette zone d'extension.

Si tel est le cas, l'exploitant devra déplacer chaque plante de cette espèce après avoir obtenu le mode opératoire de transfert par le Conservatoire Botanique National de Franche-Comté (CBNFC).

Art 19 - Mesures compensatoires

L'exploitant est tenu de financer la mise en place d'un ou des îlots de sénescences dont les emplacements seront définis en accord avec la commune d'AIBRE et l'ONF.

La surface totale des îlots ne doit pas être inférieure à 2 hectares.

Un de ces îlots doit avoir une surface d'un seul tenant d'au minimum 1 hectare.

Constats :

<p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de décapage de terrains depuis 2,5 ans. L'exploitant prévoit un prochain décapage à la fin de l'année 2026 ou au début de l'année 2027. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il devra vérifier la présence des espèces Lys martagon, jonquilles et Isopyre faux-pigamon avant tout décapage.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier du suivi des îlots de sénescence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier du suivi des îlots de sénescence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 22.1 - La cote minimale d'extraction du carreau principal ne doit pas être inférieure à 375 mètres NGF pour la zone concernée par le renouvellement et à 420 mètres NGF pour la zone d'extension.</p> <p>Art 22.2 - Les fronts doivent être constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la zone de renouvellement de trois gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, séparés par des banquettes de 4 mètres minimum de large, - pour la zone d'extension d'au maximum quatre gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, séparés par des banquettes de 4 mètres minimum de large. <p>Art 22.3 - Les banquettes sensiblement horizontales ainsi constituées doivent progresser avec le front d'abattage et être conservées durant toute la durée de l'exploitation de la carrière.</p> <p>Art 22.4 - Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation de la carrière est à présent uniquement réalisée sur la zone en extension. La cote minimale de cette zone est de 421 m NGF. Cette zone est actuellement exploitée sur trois gradins en direction du Nord-Est.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Hauteur des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 23.6

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des stocks

Prescription contrôlée :

Les stocks de granulats élaborés d'un volume maximal de 20 000 m³ seront impérativement à l'intérieur du périmètre autorisé et préférentiellement en fond de fouille de la zone de renouvellement.

Les stocks devront être talutés à 2/3 par rapport à l'horizontale et avoir une hauteur maximale de 5 mètres.

Constats :

L'exploitant a transmis en date du 23/03/2026 un dossier de demande de modification afin d'augmenter la hauteur maximale des stocks, il souhaite que la hauteur maximale des stocks soit de 15 m suite à la mise en place d'une nouvelle installation de traitement des matériaux en 2022. Ce dossier va faire l'objet d'une instruction.

Le jour de l'inspection, il a été constaté que la hauteur des stocks est supérieure à 10 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 26 et 27

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Art 26 - L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- le bord de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF),
- les zones remises en état,
- la position des éventuels éléments de surface à protéger visés à l'article 22.4 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Art 27 - Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

- Le dernier plan de la carrière a été présenté, il est daté du 20/10/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 30.4 et 30.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux

Prescription contrôlée :

Art 30.4 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire étanche prévue à l'article 11.5, ou telles que les eaux pluviales recyclées du dispositif de nettoyage des roues prescrit à l'article 11.6 doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées ci-dessous :

Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :

- MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105)
- Hydrocarbures : < 10 mg/l (norme NF T 90 114)
- D.C.O. : < 125 mg/l (norme NF T 90 101).

Un prélèvement annuel à la sortie du système décanteur-déshuileur sera effectué pendant une période pluvieuse et les résultats d'analyses sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Art 30.5 - Aire étanche

Le ravitaillement des engins doit être réalisé sur l'aire étanche prévue à l'article 11.5 par transfert du fuel domestique à partir de la cuve double enveloppe de 15 000 litres enterrée et jouxtant l'aire étanche.

Les opérations d'entretien simple des engins doivent être réalisées sur l'aire étanche mentionnée à l'article 11.5 du présent arrêté.

Le stationnement des engins en dehors des heures de travail et lors des immobilisations prolongées devra être réalisé au niveau de l'aire étanche susmentionnée.

Constats :

Les eaux pluviales de ruissellement sur l'aire étanche sont rejetées au milieu naturel après avoir transité par un séparateur d'hydrocarbures.

Le dernier prélèvement en sortie du séparateur a été réalisée le 11/03/2026 par la société Cerib. L'exploitant ne disposait pas encore des résultats de cette mesure le jour de l'inspection.

Le dernier nettoyage du séparateur a été réalisé le 13/03/2026 par la société Sotrefi. L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets lié à ce nettoyage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les résultats de la mesure en sortie du séparateur d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 à 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 19.6 - Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Art 19.7 - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>Article 19.8 - Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p> <p>Constats :</p>

L'exploitant fait réaliser des mesures de retombées de poussières par le bureau d'étude Géo+Environnement. Les mesures sont réalisées sur 4 points de contrôles : 1 point témoin au Nord-Ouest de la carrière, 1 point au niveau des premières habitations à 740 m à l'Ouest de la carrière sur commune de Gonvillars, 1 point en limite de site au sud-Ouest, proche entrée, et 1 point en limite Nord de la carrière.

Les mesures sont réalisées avec une fréquence trimestrielle depuis le quatrième trimestre 2023. Les mesures seront réalisées avec une fréquence semestrielle à partir de 2026.

Une station météorologique est présente sur la carrière.

Les mesures de retombées de poussières au niveau des premières habitations sont inférieures au seuil de 500 mg/m²/j avec un maximum mesuré de 482 mg/m²/j pour la mesure du deuxième trimestre 2024.

Les rapports de mesures du troisième et du quatrième trimestre 2025 indiquent que les données météo de la station sur le site de la carrière n'étaient pas disponibles ; le bureau d'étude a utilisé les données de la station météo de Météo France située à Sancey le Grand. L'exploitant a toutefois pu récupérer les données météo provenant de sa station pour les périodes des deux dernières mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera pour la prochaine mesure que les données de sa station météo sont bien utilisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 33

Thème(s) : Risques accidentels, Vibration

Prescription contrôlée :

Art 33.1 - Le nombre de tirs de mines effectués ne doit pas excéder deux par semaine. La charge d'explosifs par trou ne doit pas dépasser 67 kg.

L'exploitant doit se mettre en relation avec le représentant local de l'Office National des Forêts pour convenir des modalités d'information des dates retenues pour la réalisation des tirs de mines.

Art 33.2 - Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

[...]

Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié, en particulier au niveau des habitations du hameau de GONVILLARS et dans la grotte de GONVILLARS, dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et

<p>dans les conditions représentatives d`exploitation, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques.</p> <p>Les résultats des mesures qui seront reconduites systématiquement tout au long de la durée de l'autorisation au niveau d'une habitation de GONVILLARS, et systématiquement au cours de la première année au niveau de la grotte de GONVILLARS, doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement des normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine de ces dépassements, - les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les derniers plans de tir du 04/03 et du 19/03. La charge unitaire pour ces tirs était inférieure à la charge maximale de 67 kg.</p> <p>Une mesure de vibration a été réalisée pour ces tirs à l'entrée de la carrière. La vitesse des vibrations était inférieure à 1 mm/s.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Remblayage partiel de la carrière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité de déchets inertes maximale annuelle admissible sur le site est limitée à 50 000 tonnes. Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de déchets inertes admis sur le site ne dépasse pas 30 000 tonnes par an.</p> <p>Ces déchets sont soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - commercialisés après tri et le cas échéant traitement mécanique pour une quantité moyenne par an de 2 500 tonnes, - utilisés en tant que remblais dans le cadre de la remise en état du site pour une quantité moyenne par an de 27 500 tonnes. <p>Les déchets inertes admis sur le site respectent les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Afin de s'assurer de la qualité des matériaux mis en remblai, des analyses d'échantillons représentatifs sont régulièrement effectuées dans les secteurs remblayés. Ces analyses, dont la fréquence ne peut être inférieure à annuelle, doivent garantir la conformité des matériaux admis avec les prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les types de déchets acceptés pour le remblayage de la carrière sont les suivants :</p> <p>17 01 01 ; 17 01 02 ; 17 01 03 ; 17 01 07 ; 17 02 02 ; 17 05 04 ; 20 02 02</p>

Les types de déchets acceptés pour être recyclés sont ceux listés à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 susmentionné.

L'exploitant tient un registre de suivi des déchets inertes conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

L'exploitant met en place un carroyage afin de pouvoir localiser dans chaque casier les lots de matériaux inertes déposés ; l'emplacement du remblai sera porté sur un plan topographique, qui peut être celui prescrit à l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2009 susmentionné.

Les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié. Le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi que les raisons du refus.

Constats :

L'exploitant déclare tous les ans la quantité annuelle de déchets inertes apportés dans la carrière. L'activité d'apport de déchets inertes est très faible et la quantité annuelle de déchets inertes entrant dans la carrière est nettement inférieure au seuil de 27 500 tonnes.

Aucune activité de recyclage n'est actuellement réalisée.

Les déchets inertes sont principalement des terres et cailloux provenant de chantiers de terrassement.

L'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée de la carrière.

La zone de stockage des déchets n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre de suivi des apports de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Déchet

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant a présenté le registre de suivi des déchets inertes, qui n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Déchet

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

L'exploitant ne fait pas établir de document d'acceptation préalable pour tous les apports de déchets inertes, notamment pour les petits chantiers.

Des documents d'acceptation préalable sont également établis pour une année et pour plusieurs chantiers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire établir des documents d'acceptation préalable pour tous les apports de déchets inertes, et un document d'acceptation doit être établi par chantier d'origine des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois
